



AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET ÉCONOMIE DU SOIN DES PROCHES

UNE RECENSION DES ÉCRITS

préparée par le CRDI

Ce document présente une bibliographie commentée de quelques récents écrits sur l'économie du soin des proches dans ses rapports avec l'autonomisation et la croissance économiques des femmes¹. Nous avons réalisé ce travail afin de déterminer si les écrits sur l'autonomisation économique, la participation au marché du travail et l'entrepreneuriat féminin tiennent suffisamment compte des récentes recherches sur l'économie du soin des proches, c.-à-d. le rôle des femmes en matière de soin des enfants, des personnes âgées et des malades, ainsi que les politiques qui appuient les personnes se chargeant de ce soin.

Il existe passablement de documentation sur l'économie du soin des proches dans le monde, mais notre liste révèle que l'Afrique est relativement mal desservie et que l'Amérique latine l'est mieux. Il est vrai que les documents de recherche portent sur des pays où les niveaux de revenu sont différents, ce qui laisse entendre que l'équilibre entre le soin des proches et le marché du travail évolue, mais les questions relatives aux politiques demeurent pertinentes à mesure que les pays progressent sur l'échelle des revenus. La documentation indique en outre l'importance d'établir une distinction entre les divers types de soin des proches, notamment en ce qui a trait aux personnes âgées et aux enfants. Elle montre aussi la façon dont on conçoit l'économie du soin des proches dans les divers domaines, qu'il s'agisse de la sociologie, de la politique sociale, des recherches féministes ou des études quantitatives.

¹ Cette recension a été préparée par Alanna Karpa, du CRDI, avec l'appui de l'équipe du programme Croissance pour tous du CRDI, en vue du nouveau programme de recherche du DFID, du CRDI et de la fondation Hewlett intitulée Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes.

Pour en faciliter la lecture, ce document comporte deux sections. La première énumère les publications et les documents de recherche sur l'autonomisation économique des femmes et l'économie du soin des proches². La deuxième présente des résumés de ces essais et rapports, assortis d'hyperliens pour permettre de lire ou de trouver ces articles.

1^{re} partie – Publications et documents de recherche au sujet de l'économie du soin des proches

1. Abe, Aya (2010). "The Changing Shape of Care Diamond: The Case of Child and Elderly Care in Japan", Gender and Development Program Paper No. 9, Genève : UNRISD.
2. Banque mondiale (2011). *Égalité des genres et développement, Rapport sur le développement dans le monde 2012*, Washington D.C. : Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Banque mondiale.
3. Bedford, Kate (2010). "Harmonizing Global Care Policy? Care and the Commission on the Status of Women", Gender and Development Program Paper No. 7, Genève : UNRISD.
4. Budlender, Debbie et Francie Lund (2011). "South Africa: A legacy of family disruption", *Development and Change*, 42(4): 925-946.
5. Budlender, Debbie et Ruth Meena (2009). "Care Provision in a Low Income Country: A Case Study of Tanzania", non publié, Genève : UNRISD.
6. Budlender, D. (2008). "The Statistical Evidence on Care and Non-care Work Across Six Countries", Gender and Development Program Paper No. 4, Genève : UNRISD.
7. Budlender, Debbie (2007). "A Critical Review of Selected Time Use Surveys", Gender and Development Program Paper No. 2, Genève : UNRISD.
8. Cook et Dong, (2011). "Harsh Choices: Chinese Women's Paid Work and Unpaid Care Responsibilities under Economic Reform", *Development and Change*, 42(4): 947-966.
9. Dong, Xiao-Yuan (2011). "Chinese Women's Paid Work and Unpaid Care responsibilities during Economic Transition", colloque de l'UNRISD, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD).

² Cette liste réunit les documents utilisés pour préparer le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes ainsi qu'une sélection de publications marquantes sur la question à l'étude, qui comprend des documents du programme de recherche de l'UNRISD ainsi que certains des principaux extraits de programme antérieur du CRDI, Droits des femmes et participation citoyenne.

10. Faur, Eleanor (2011). "Widening the Gap? Competing Welfare Logics and the Social Organization of Childcare in Argentina", *Development and Change*, 42(4): 967-994.
11. Filgueira, Fernando, Magdalena Gutierrez and Jorge Papadópulos (2011). "A perfect storm? Welfare, Care, Gender and Generations in Uruguay: a Cautionary Tale for Middle Income Countries." *Development and Change*, 42(4): 1023-1048.
12. Filgueira, Fernando, Magdalena Gutierrez et Jorge Papadópulos (2009). "The coming of age of a mature welfare regime and the challenge of care: Labour market transformations, second demographic transition and the future of social protection in Uruguay", non publié, Genève : UNRISD.
13. Folbre, Nancy (2012). "The Care Economy in Africa: Subsistence Production and Unpaid Care", document préparé pour l'AERC Biannual Research Workshop, du 2 au 6 décembre.
14. Folbre, Nancy (2009) *Greed, Lust & Gender. A History of Economic Ideas*, Oxford University Press.
15. Folbre, N. (1994). "Who Takes Care of the Kids? Gender and the structures of constraint", Londres et New York : Routledge.
16. Martínez Franzoni, Juliana, Carmen Largaespada-Fredersdorff, Karim Ulloa et Loen Voorend (2010). "The Political and Social Economy of Care in Nicaragua: Familialism of Care under an Exclusionary Social Policy Regime", Gender and Development Program Paper No. 8, Genève : UNRISD.
17. Martínez Franzoni, Juliana et Koen Voorend (2011). "Who cares in Nicaragua? A Care Regime in an Exclusionary Social Policy Context", *Development and Change*, 42(4): 995-1022.
18. Organisation internationale du travail (2012). "Global Employment Trends for Women 2012", Genève : OIT.
19. Palriwala, Rajni et Neetha N. "Stratified Familialism: The Care Regime in India through the Lens of Childcare", *Development and Change*, 42(4): 1049-1078.
20. Patel, Leila (2009). "Thematic Paper: the Gendered Character of Social Care in the Non-Profit Sector in South Africa", document préparé pour l'UNRISD, Université de Johannesburg.
21. Peng, Ito (2011). "The Good, the Bad, and the Confusing: The Political Economy of Social Care Expansion in South Korea", *Development and Change*, 42(4): 905-923.
22. Peng, Ito (2009). "The Political and Social Economy of Care in the Republic of Korea", Gender and Development Program Paper No. 6, Genève : UNRISD.

23. Razavi, Shahra (2012). "Rethinking Care in a Development Context: An Introduction", *Development and Change*, 42(4): 873-903.
24. Razavi, Shahra et Silke Staab (2012). "Introduction: Care Workers in the Global Economy: Worlds Apart?", *Global Variations in the Political and Social Economy of Care*, Routledge et UNRISD.
25. Razavi, Shahra (2007). "The Political and Social Economy of Care in a Development Context; Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options", Gender and Development Program Paper No. 3, Genève : UNRISD.
26. Staab, Silke et Roberto Gerhard (2010). "Childcare Service Expansion in Chile and Mexico: For Women or Children or Both?", Gender and Development Program Paper No. 10, Genève : UNRISD.
27. UNRISD (2010). "Why Care Matters for Social Development", Research and Policy Brief 9, Genève : UNRISD.
28. Urdang, Staphanie (2006). "The Care Economy: Gender and the Silent AIDS Crisis in Southern Africa", *Journal of Southern African Studies*, 32 (1): 165-177.
29. Wekwete, Naomi N (2012). "Gender and Economic Empowerment in Africa: Evidence and Policy Issues", document préparé pour l'AERC Biannual Research Workshop, du 2 au 6 décembre.
30. Williams, Anne "Federating HIV/AIDS Home-Based Caregivers in Kenya and Uganda", 1-26. Document rédigé grâce au soutien de GROOTS Kenya, de l'Uganda Community Based Association for Child Welfare et de GROOTS International.
31. Williams, Fiona (2010). "Claiming and Framing in the Making of Care Policies: the Recognition and Redistribution of Care", Gender and Development Program Paper No. 13, Genève : UNRISD.

2^e partie – Résumés des publications et des documents de recherche et liens vers eux

1. Abe, Aya (2010). “The Changing Shape of Care Diamond: The Case of Child and Elderly Care in Japan”, *Gender and Development Program Paper No. 9*, Genève : UNRISD.

Le document décrit l'énormité du problème que représente le soin des personnes âgées au Japon; il examine le rôle du gouvernement dans la prestation des soins et, jusqu'à un certain point, le rôle du marché avant et après l'introduction d'une assurance soins de longue durée. Il se penche aussi sur l'évolution des modes de prestation des services de garde d'enfants par l'État. Il étoffe aussi le concept de « carré des soins » proposé par Razavi et l'applique, à des fins de comparaison, au soin des personnes âgées et des enfants au Japon.

Qu'il s'agisse du soin des personnes âgées ou des enfants, il existe encore de profondes inégalités entre les sexes. L'essentiel du travail est par des femmes de la famille immédiate, que ce soit l'épouse, la fille ou la belle-fille dans le cas du soin des personnes âgées, ou la mère, dans le cas du soin des enfants. Une combinaison de raisons culturelles et socioéconomiques continue d'alimenter les préjugés liés au sexe, entre autres la faible participation du mouvement des femmes et d'autres mouvements sociaux au processus d'élaboration des politiques et leur peu d'influence à cet égard. À cela s'ajoute le fait que la valeur du temps des femmes sur le marché du travail est plutôt faible comparativement à la valeur du temps des hommes. Une proportion croissante de la population active féminine est composée de travailleuses non permanentes dont les salaires sont plutôt bas comparativement à ceux des travailleuses permanentes. Les politiques relatives au soin des proches aggravent cette situation car les femmes n'ont d'autre choix que d'interrompre leur carrière au cours de la vingtaine ou de la trentaine afin de prendre soin des enfants. Or, il est évident que les aidants naturels, particulièrement les femmes et les bénéficiaires de leurs services, n'ont pas voix au chapitre lorsque vient le temps d'élaborer les politiques relatives au soin des personnes âgées et des enfants. Dans le cas présent, les politiques en matière de soin des proches s'apparentent aux autres politiques sociales du Japon, qui sont notablement conçues par des bureaucrates.

2. Banque mondiale (2011). *Égalité des genres et développement, Rapport sur le développement dans le monde 2012*, Washington D.C. : Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Banque mondiale.

Ce rapport traite de plusieurs questions relatives au genre qui intéressent l'économie du soin des proches. Tout d'abord, le rapport examine comment les marchés, les institutions et les ménages peuvent, ensemble, entraver le progrès. Par exemple, les écarts entre les sexes en matière de productivité et de revenus sont généralisés en raison de différences bien ancrées entre les sexes en ce qui a trait à l'utilisation du temps, aux droits de propriété et à la propriété des terres et des actifs ainsi qu'au fonctionnement des marchés et des institutions officielles. Deuxièmement, afin de combler les disparités entre les femmes et les hommes en matière de revenus et de productivité, il faut mettre une série de politiques pour éliminer les diverses contraintes qui empêchent de façon disproportionnée les femmes d'avoir accès aux débouchés économiques. Troisièmement, les différences entre les sexes sont particulièrement persistantes lorsqu'elles reposent sur des rôles sexospécifiques et des normes sociales profondément enracinés — comme la responsabilité du soin des proches et du travail ménager au sein du ménage et ce qu'on considère comme « acceptable » pour les femmes et les hommes, qu'il s'agisse de leurs études, de leur travail ou de leurs aspirations. Ces écarts ont tendance à se reproduire de génération en génération.

Les différences entre le temps que consacrent les hommes et les femmes au soin des proches, à la garde d'enfants et aux travaux ménagers connexes sont un des facteurs qui alimentent la ségrégation et les écarts salariaux qui en découlent. Dans la plupart des pays, peu importe le revenu, les femmes assument une responsabilité disproportionnée relativement aux travaux ménagers et au soin des proches tandis que les hommes sont avant tout responsables du travail marchand. Lorsqu'on additionne toutes les activités, les femmes travaillent en général plus d'heures que les hommes, ce

qui ne va pas sans répercussions sur leurs loisirs et leur bien-être. Partout, les femmes consacrent plus de temps chaque jour au soin des proches et aux travaux ménagers que leurs partenaires masculins. Au moment où les femmes accomplissent une part de plus en plus grande du travail marchand, elles demeurent les principales responsables du soin des proches et des travaux ménagers. Ces schémas sont encore plus prononcés après le mariage et la procréation.

3. Bedford, Kate (2010). "Harmonizing Global Care Policy? Care and the Commission on the Status of Women", Gender and Development Program Paper No. 7, Genève : UNRISD.

Ce document vise à cerner les divers discours sur l'émergence du cadre stratégique dans lequel s'inscrit le partage équitable des responsabilités, y compris le soin des proches, dans le contexte du VIH/sida; à dégager les alliances stratégiques issues de ce cadre; et à déterminer ce que les intervenants considèrent comme les principales avancées. Il entend fournir un examen utile du nouveau programme d'élaboration des politiques internationales relatives au soin des proches, issu des réunions de la Commission de la condition de la femme, en 2009. À la fin, le document aborde deux questions qui ont reçu moins d'attention lors de ces réunions : l'invalidité et la composition diversifiée des familles. Bien que l'auteure cherche à expliquer en détail l'immense valeur des conclusions concertées formulées par la CCF, elle entend aussi explorer les limites de ces accords et souligner l'importance de poursuivre la concertation sur la question du soin afin de s'attaquer aux exclusions actuelles.

Le document soutient que le cadre du soin, dans la mesure où il était lié au partage égal des responsabilités entre les hommes et les femmes, a pris une ampleur exceptionnelle. Il a réussi à réunir un vaste éventail d'acteurs, y compris des organisations confessionnelles conservatrices qui s'étaient déjà mobilisées contre d'autres initiatives en faveur de l'égalité des sexes. Ces avancées pourraient s'avérer très utiles pour attirer davantage l'attention sur le soin des proches au sein de l'ONU, pour lutter contre les compressions imposées par l'État à ces services en période de récession et pour aider les acteurs de la société civile à se mobiliser en faveur du soin des proches, particulièrement chez ceux qui luttent contre le VIH. En outre, les accords conclus à la rencontre de 2009 pourraient signaler l'émergence d'un nouveau consensus sur la place importante que doivent occuper les questions de justice économique dans les discussions sur l'égalité des sexes, étant donné la mise à l'avant-plan des services de l'État et la contestation des modèles de croissance axés sur le libre marché dont on a été témoin ici.

4. Budlender, Debbie (2007). "A Critical Review of Selected Time Use Surveys", Gender and Development Program Paper No. 2, Genève : UNRISD.

Ce document présente les résultats d'une étude portant sur des enquêtes réalisées en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Nicaragua (en Amérique latine); au Bangladesh, en Inde et en République de Corée (en Asie); et au Tchad, au Mali, en Tanzanie et en Afrique du Sud (en Afrique subsaharienne). Il se concentre sur les sept questions suivantes dans son examen des expériences des divers pays : évaluer la conception de l'enquête; délimiter la portée de l'enquête et l'information qu'elle contient; évaluer la qualité des données obtenues, particulièrement les données relatives au travail de soin non rémunéré; cerner les faiblesses relatives aux données et à la conception de l'enquête, particulièrement en ce qui a trait au travail de soin non rémunéré; déterminer les pays les plus susceptibles d'être retenus pour la deuxième phase du projet; définir les questions à approfondir au moyen de méthodes de recherche qualitative durant la deuxième phase du projet; et formuler certaines recommandations sur la conception/méthodologie et la portée ainsi que sur la formation des intervenants sur place, en vue de futures enquêtes sur l'emploi du temps.

Les études de cas nationales sont précédées d'un bref exposé des principaux concepts et enjeux pour aider le lecteur à comprendre l'importance de certaines caractéristiques particulières des enquêtes mises en relief par la suite. Les enquêtes réalisées dans les pays en développement au cours des dernières années se sont fortement inspirées des travaux d'enquête réalisés dans d'autres pays — surtout développés. Bien qu'il en soit question dans la discussion, le document s'intéresse surtout aux dimensions les plus pertinentes pour les pays en développement.

5. Budlender, D. (2008). "The Statistical Evidence on Care and Non-care Work Across Six Countries", Program on Gender and Development, Paper No. 4, Genève : UNRISD.

Ce texte résume et compare les constatations d'analyses de données sur l'emploi du temps provenant de l'Argentine, du Nicaragua, de l'Inde, de la République de Corée, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie pour le projet de l'UNRISD intitulé L'économie politique et sociale du soin des proches. Le projet vise à approfondir la façon dont le soin — particulièrement le soin des personnes — est pris en charge par les institutions que sont la famille/le ménage, l'État, le marché et la collectivité, de même que par les personnes au sein de ces institutions. L'analyse dont on rend compte dans ce document porte sur les aspects quantitatifs du travail de soin non rémunéré effectué par des membres du ménage. La répartition du temps consacré au soin des proches éclaire les distributions qui sous-tendent les moyennes qui fondent habituellement l'analyse de l'emploi du temps. Les graphiques relatifs aux divers pays confirment que même si le temps consacré par les hommes au travail de soin non rémunéré et au soin des personnes a tendance à se concentrer au bas de l'échelle de distribution, un nombre considérable de femmes consacrent de longues heures au soin des proches.

6. Budlender, Debbie et Francie Lund (2011). "South Africa: A legacy of family disruption", *Development and Change*, 42(4): 925-946.

Cet article regroupe certaines caractéristiques inhabituelles du legs de l'apartheid en Afrique du Sud — la destruction, orchestrée par l'État, de la vie familiale, les taux élevés de chômage et la forte prévalence du VIH/sida. La perturbation de la vie familiale a obligé de nombreuses femmes à jouer le rôle à la fois de soutien de famille et d'aidante naturelle, tout cela dans un contexte où le chômage est élevé et où les perspectives économiques sont très restreintes. Il y a donc lieu de se demander, compte tenu de ce qu'on peut qualifier de crise du soin des proches, qui effectue en réalité le travail de soin et dans quelle mesure les prestations sociales et les politiques sociales liées à l'emploi chercheront ou arriveront à atténuer les crises en matière de soin et de prestations, et à offrir du soutien et de la sécurité aux femmes et aux enfants.

7. Budlender, Debbie et Ruth Meena (2009). "Care Provision in a Low Income Country: A Case Study of Tanzania", non publié, Genève : UNRISD.

Cet article décrit le soin des proches dans le contexte de la Tanzanie — un pays à faible revenu dont l'économie demeure fortement tributaire de l'agriculture de subsistance et à petite échelle, qui dépend en grande partie d'un financement versé par des bailleurs de fonds et qui est aux prises avec une importante pandémie de VIH/sida. On y revient sans cesse, de diverses façons, sur la question de la pauvreté. Le problème prend racine dans la pauvreté de la majorité de la population tanzanienne, de même que dans les graves pénuries de ressources auxquelles fait face le gouvernement. Ces facteurs de pauvreté limitent les choix stratégiques qui s'offrent au pays; par conséquent, le pays, de même que les diverses institutions et personnes qui sont toujours prêtes à donner leur avis, sont tentés de miser sur les aidants non rémunérés.

8. Cook et Dong, (2011). "Harsh Choices: Chinese Women's Paid Work and Unpaid Care Responsibilities under Economic Reform", *Development and Change*, 42(4): 947-966.

Cet article examine les tendances sociales et économiques qui accentuent les pressions exercées sur l'économie du soin des proches, et particulièrement sur les femmes dans leur double rôle d'aidantes naturelles et de soutiens économiques dans la Chine de l'après-réforme. L'analyse met en lumière trois enjeux décisifs, mais négligés. Comment le processus de réforme réaménage-t-il les modalités institutionnelles relatives à la garde d'enfants et au soin des personnes âgées? Quelle est l'influence de l'évolution de l'économie du soin des proches sur les choix que doivent faire les femmes entre un emploi rémunéré et les responsabilités d'une aidante naturelle non rémunérée? Quelles sont les répercussions, sur le bien-être des femmes et sur celui de leur famille, des conflits entre le travail et la famille? Les auteures préconisent une approche sexospécifique tant des politiques sociales que des politiques relatives au marché du travail, conjuguée à des investissements dans le soutien aux services sociaux liés à la reproduction afin d'alléger les pressions que subissent les femmes.

9. Dong, Xiao-Yuan (2011). "Chinese Women's Paid Work and Unpaid Care responsibilities during Economic Transition", colloque de l'UNRISD, UNRISD.

M^{me} Dong traite des tendances sociales et économiques qui accentuent les pressions sur l'économie du soin des proches et particulièrement sur les femmes dans leur double rôle d'aidantes naturelles et de soutiens économiques dans la Chine de l'après-réforme. Sa présentation a permis de mieux comprendre certains enjeux d'importance, tels que: la façon dont le processus de réforme réaménage les modalités institutionnelles relatives à la garde d'enfants et au soin des personnes âgées; la façon dont l'évolution de l'économie du soin des proches influence les choix des femmes entre un emploi rémunéré et les responsabilités d'une aidante naturelle non rémunérée; et les répercussions, sur le bien-être des femmes et sur celui de leur famille, des conflits entre le travail et la famille.

10. Faur, Eleanor (2011). "Widening the Gap? Competing Welfare Logics and the Social Organization of Childcare in Argentina", *Development and Change*, 42(4): 967-994.

Cet article examine la façon dont les politiques et programmes sociaux mis en œuvre en Argentine façonnent l'organisation sociale de la garde d'enfants. M^{me} Faur cherche à analyser comment les institutions chargées des services sociaux répondent actuellement aux nouveaux besoins et dans quelle mesure les femmes de diverses classes sociales arrivent à « défamilialiser » une partie des services dont leurs enfants ont besoin et à intégrer le marché du travail. Puisque l'Argentine ne s'est pas donné de « politique du soin des proches » pleinement cohérente, M^{me} Faur se penche sur quatre différents types d'installations et de programmes: les services de garde d'enfants en milieu de travail; les modalités de garde préscolaire; les services de garde offerts par l'assistance sociale; et les stratégies de réduction de la pauvreté. Elle soutient que loin de témoigner de régimes de bien-être homogènes, les politiques sociales sont caractérisées par une profonde fragmentation qui met au jour les logiques incompatibles qui les sous-tendent et qui, en fin de compte, reproduit les inégalités entre les sexes et les classes sociales.

11. Filgueira, Fernando, Magdalena Gutierrez et Jorge Papadópulos (2009). "The coming of age of a mature welfare regime and the challenge of care: Labour market transformations, second demographic transition and the future of social protection in Uruguay", non publié, Genève : UNRISD.

Dans la première partie du texte, les auteurs passent en revue certains nouveaux concepts ainsi que certains arguments critiques concernant le débat sur le modèle de bien-être et le modèle social dans leurs rapports avec les questions du risque, de la protection et du soin. Deuxièmement, ils soutiennent que l'évolution du marché de l'emploi, de la division du travail et du vieillissement a imposé de nouvelles contraintes au régime d'assistance sociale. Pour soutenir leurs arguments, les auteurs présentent des données sur l'évolution du marché de l'emploi, notamment sur la participation des femmes, sur la structure par âge et les structures familiales des personnes âgées, et

enfin sur la transformation des structures familiales (particulièrement, dans le cas présent, celle des familles avec enfants). Ils soutiennent que ces transformations ont favorisé l'apparition d'une société à trois niveaux : un groupe bien nanti qui fait face à ces nouvelles contraintes en achetant des services sur le marché, une classe moyenne sur la défensive qui a de moins en moins d'enfants et qui s'en remet à un État providence de plus en plus pauvre et inadéquat, et une forte proportion de pauvres qui comptent en partie sur l'État et de plus en plus sur des familles qui n'ont ni la force ni les ressources nécessaires pour surmonter ces nouveaux défis. La troisième section traite des changements dans l'architecture des soins et de la protection offerte par le régime d'assistance sociale.

Enfin, les auteurs soutiennent que malgré de graves problèmes, tout espoir n'est pas perdu. On a constaté des améliorations notables et encourageantes en matière d'éducation, de soins de santé, d'allocations familiales et, dans une moindre mesure, de sécurité sociale pour les personnes âgées. De plus, il serait possible de faire un pas dans la bonne direction, la conjoncture étant favorable à un réaménagement radical du régime d'assistance sociale, particulièrement l'État providence. C'est pourquoi cette section portera avant tout sur quatre réformes qui empruntent la bonne direction : l'éducation des jeunes enfants et l'école à temps plein; la réforme des soins de santé et l'accent mis sur les soins primaires et les soins d'urgence; la réforme de la sécurité sociale ayant trait à la fois aux revenus des personnes retraitées et aux réseaux d'habitation et de soins; et enfin, les allocations familiales et leurs répercussions sur le bien-être des enfants et sur l'accès tant aux soins de santé qu'à l'éducation.

12. Filgueira, Fernando, Magdalena Gutierrez et Jorge Papadópulos (2011). "A perfect storm? Welfare, Care, Gender and Generations in Uruguay: a Cautionary Tale for Middle Income Countries", *Development and Change*, 42(4): 1023-1048.

Les auteurs sont d'avis que les États providence à revenu intermédiaire sont souvent calqués sur un système d'allocations fondées sur un régime d'assistance sociale axé sur des familles biparentales stables, un modèle traditionnel de soutien de famille, un emploi officiel à temps complet et une structure par âge relativement jeune. Ils soutiennent qu'une approche sexospécifique de la réforme de l'assistance sociale qui fait intervenir l'économie politique du soin des proches et du travail non rémunéré est essentielle pour assurer le bien-être de ces nations. Le cas de l'Uruguay montre comment le découplage entre le risque et la protection a sapé l'efficacité des mécanismes d'assistance sociale du pays. L'Uruguay est un exemple d'une société vieillissante qui a transformé la topographie de la famille et du marché du travail tout en préservant un État providence fondé sur les contributions, les personnes âgées et les hommes — et engendré une vulnérabilité accrue des femmes et des tensions budgétaires de plus en plus prononcées dans l'ensemble du système. La redistribution du risque entre les femmes et les enfants des groupes à faible revenu et à revenu élevé constitue une tendance fortement régressive. L'économie politique du soin des proches et de l'assistance sociale a engendré de timides réformes au cours des 10 dernières années, mais il se pourrait que cela soit trop peu, trop tard.

13. Folbre, Nancy (2012). "The Care Economy in Africa: Subsistence Production and Unpaid Care", document préparé pour l'AERC Biannual Research Workshop, du 2 au 6 décembre.

Ce document esquisse un cadre théorique pour analyser l'économie du soin des proches, y compris le travail de soin des personnes à charge rémunéré et non rémunéré et la circulation des ressources financières au sein de la famille, de la collectivité, de l'État et du marché. Une brève recension des recherches sur le soin des proches précède un examen plus approfondi des recherches empiriques sur les pays africains, particulièrement en ce qui a trait aux répercussions du VIH/sida. On s'interroge sur la portée et la valeur de l'économie du soin des proches en Afrique, et sur l'importance de ces facteurs. On présente en terminant un résumé des implications sur le plan des politiques et un programme pour les recherches à venir.

14. Folbre, Nancy (2009). *Greed, Lust & Gender: A History of Economic Ideas*, Oxford University Press.

Ce livre décrit à quel point la pensée économique dominante relative à l'économie du soin des proches a fait fi des sexospécificités. On y soutient que la cupidité et la convoitise ont été jugées essentielles au fonctionnement de l'économie, mais seulement pour les hommes et uniquement à l'extérieur de la famille. L'auteure décrit comment une des principales contributions de la pensée féministe a été de modifier la conceptualisation de l'équilibre entre l'intérêt personnel et la sollicitude à l'égard des autres.

15. Folbre, Nancy (1994). "Who Takes Care of the Kids? Gender and the Structures of Constraint", Londres et New York : Routledge.

Ce livre cherche avant tout à montrer que les économistes n'ont pas accordé suffisamment d'attention aux relations entre les hommes et les femmes ou entre les parents et les enfants et que, par conséquent, ils n'ont pas su produire une analyse convaincante du développement économique, du conflit politique ou du bien-être collectif. Le deuxième but du livre est d'étoffer l'hypothèse suivante : tant la production que la reproduction sociale sont façonnées par diverses formes d'actions collectives. Les groupes organisés selon le sexe et l'âge déploient des efforts particulièrement remarquables pour renforcer les modalités institutionnelles qu'ils jugent avantageuses et pour modifier celles qui les incommode. M^{me} Folbre se penche sur ces deux buts sur le plan tant théorique qu'empirique, et à partir de différents points de vue.

16. Martínez Franzoni, Juliana, Carmen Largaespada-Fredersdorff, Karim Ulloa et Loen Voorend (2010). "The Political and Social Economy of Care in Nicaragua: Familialism of Care under an Exclusionary Social Policy Regime", Gender and Development Program Paper No. 8, Genève : UNRISD.

En se fondant sur des sources statistiques, des documents officiels et des sources secondaires, ce document explore les caractéristiques générales de la politique sociale du Nicaragua, tant les dépenses relatives aux programmes sociaux que les principaux volets de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et des soins de santé. S'inspirant des résultats de 54 interviews avec des femmes et des hommes de deux municipalités très différentes — Managua et Estelí — le document décrit les pratiques de soins prédominantes en les interprétant à la lumière des statistiques disponibles relatives à l'emploi du temps. Au cours de la période à l'étude (des années 1980 aux années 2000), le rôle de l'État a été, à divers égards, secondaire par rapport à celui des travailleurs non rémunérés, bénévoles et communautaires; en effet, l'État n'a offert qu'un soutien rudimentaire. Premièrement, il n'a fourni que les services sociaux les plus élémentaires et leur portée était loin d'être suffisante. Deuxièmement, les ménages et les collectivités ont joué un plus grand rôle que les institutions publiques. Troisièmement, la plupart des programmes publics exigeaient une forte participation des familles et de la collectivité. Ce document traite, à la lumière des constatations, de l'agencement des pratiques publiques, commerciales et familiales en matière de soin des proches.

17. Martínez Franzoni, Juliana et Koen Voorend (2011). "Who cares in Nicaragua? A Care Regime in an Exclusionary Social Policy Context", *Development and Change*, 42(4): 995-1022.

Dans les pays d'Amérique latine, où les régimes de politiques sociales ont été historiquement bien développés, on rejette habituellement sur les politiques néolibérales le blâme pour l'accroissement du fardeau du travail non rémunéré des femmes. Toutefois, en étudiant le régime de soin des proches du Nicaragua au cours de deux périodes bien définies, la période des sandinistes et la période néolibérale, on peut penser que cet argument ne vaut peut-être pas dans le cas des pays dont la politique sociale est plus familialiste. Malgré les profondes transformations sur le plan de l'économie, de la politique et des politiques, le rôle du travail bénévole des femmes demeure constant et crucial, ce qui était le cas bien avant l'adoption des politiques néolibérales. Le régime de soin des proches du Nicaragua a toujours été fortement tributaire du travail bénévole, surtout celui des femmes. Qui plus

est, ce travail bénévole a été et demeure vital pour assurer la viabilité de nombreux programmes sociaux publics.

18. Organisation internationale du travail (2012). “Global Employment Trends for Women 2012”, Genève : OIT.

Ce rapport traite tout d’abord des effets des stéréotypes de genre et des biais sexistes sur la prestation des soins ainsi que des raisons pour lesquelles les femmes sont surreprésentées dans certains types d’emplois. Les femmes dominent dans les professions d’aidantes telles que les soins infirmiers, l’enseignement, le travail social et particulièrement la garde d’enfants. Les hommes ont tendance à être concentrés dans les domaines associés à la force physique, au risque ou à la prise de décisions. De tels biais sexistes se répercutent sur les pratiques organisationnelles. Les secteurs où dominent les hommes ont tendance à être plus syndiqués et l’on choisit le plus souvent des hommes pour occuper des postes de gestion parce que, selon certains, on estime qu’ils sont plus enclins à prolonger leurs heures de travail et à faire de la supervision. La ségrégation professionnelle, sectorielle ou liée au temps explique aussi la préférence que manifestent les femmes pour la sécurité d’emploi ou la façon dont les sociétés les obligent à jongler avec les responsabilités professionnelles et familiales. Ces facteurs ainsi que d’autres, comme le contexte structurel et juridique, pourraient aider à expliquer la surreprésentation des femmes dans la fonction publique et dans les emplois à temps partiel.

Le rapport examine aussi la façon dont une offre insuffisante de services de garde d’enfants non parentaux abordables et les horaires restreints des écoles ou des services de garde peuvent entraver la participation à temps plein des parents, particulièrement les mères. Dans un tel cas, le gouvernement et les partenaires sociaux peuvent appuyer la garde non parentale. Plus particulièrement, les services de garde fournis par l’État peuvent mener à la création d’emplois mieux rémunérés et plus stables pour les femmes. Le fait que ce soit habituellement des femmes qui gardent les enfants en a incité certains à soutenir que de tels services perpétuent la répartition traditionnelle du travail entre les sexes et renforcent la ségrégation professionnelle. Dans les pays développés, on a démontré que des services de garde abordables, accessibles et de grande qualité dont les horaires cadrent avec les heures de travail favorisent la conciliation travail-famille, accroissent la participation des parents au marché du travail et font augmenter la continuité sur le marché du travail et la productivité, en plus de réduire l’absentéisme.

19. Palriwala, Rajni et Neetha. “Stratified Familialism: The Care Regime in India through the Lens of Childcare”, *Development and Change*, 42(4): 1049-1078.

Cet article explore l’économie politique et sociale du soin des proches en Inde en se concentrant sur les pratiques de garde d’enfants du point de vue de la personne chargée de la garde. On soutient que le régime de garde d’enfants est un ensemble spontané de pratiques informelles et stratifiées. Il est le fruit du contexte institutionnel, particulièrement des inégalités économiques et sociales sur les plans professionnel et personnel, ainsi que des tendances et des lacunes de la politique économique et sociale de l’État. En Inde, l’idéologie du familialisme sexospécifique dans la politique et le discours publics, qui confirme que la garde des enfants est une responsabilité familiale et féminine, et qui fonctionne de manière à dévaloriser et à réduire les dimensions de la garde d’enfants, est au cœur de la dynamique des pratiques de garde d’enfants. En délimitant l’éventail des institutions par l’entremise desquelles les pratiques courantes de garde d’enfants sont organisées, cette contribution dégage les différenciations et les actualités du familialisme stratifié et du soin des proches. À une extrémité du spectre, on trouve les personnes qui sont en mesure de poursuivre leur carrière familiale à la maison et d’y suppléer par des carrières rémunérées ou d’autres carrières institutionnelles; et à l’autre extrémité se situent les personnes qui ne peuvent ni permettre aux membres de la famille de rester à la maison ni combler le manque de services de garde grâce à des institutions officielles.

20. Patel, Leila (2009). “Thematic Paper: the Gendered Character of Social Care in the Non-Profit Sector in South Africa”, document préparé pour l’UNRISD, Université de Johannesburg.

Ce document thématique porte sur le secteur à but non lucratif en Afrique du Sud et particulièrement sur les services sociaux offerts à l’échelle communautaire. Les organismes à but non lucratif (OBNL) constituent un élément — aux côtés de l’État, des marchés et des familles/ménages — de l’ensemble des modalités institutionnelles de prestation des services sociaux; c’est ce qu’on appelle le « carré des soins ». Ce document thématique prend pour hypothèse que le secteur sud-africain des OBNL est composé d’une grappe diversifiée de prestataires de services qu’on qualifie souvent, de manière générale, de secteur « communautaire » ou « bénévole » ou « non commercial ». On possède une connaissance ou une compréhension restreinte des différences entre les divers types d’OBNL, particulièrement en ce qui a trait à leurs relations avec le gouvernement et les bailleurs de fonds. Plus précisément, les objectifs de ce document thématique sont les suivants : explorer les politiques et les lois en vigueur qui définissent le mandat pour la mise en œuvre des programmes de services sociaux par le secteur à but non lucratif; comprendre les relations de travail entre le gouvernement et le secteur à but non lucratif, d’une part, et entre les bailleurs de fonds et le secteur à but non lucratif, d’autre part, ainsi que la façon dont le gouvernement et les bailleurs de fonds influencent le soin des proches dans ce secteur; et examiner les sexospécificités dans les services sociaux offerts par des OBNL au regard de la nature et de la portée des programmes exécutés par des organismes bénévoles.

21. Peng, Ito (2009). “The Political and Social Economy of Care in the Republic of Korea”, Gender and Development Program Paper No. 6, Genève : UNRISD.

L’analyse de l’enquête sur l’emploi du temps dans l’économie du soin des proches en République de Corée (fondée sur des données de 1999 et 2004) révèle que malgré l’accroissement de l’appui de l’État pour compenser le fardeau des soins imposé aux ménages, les femmes continuent d’assumer une grande part du soin non rémunéré des proches au sein des ménages; la valeur totale de ce travail représente un pourcentage significatif du produit intérieur brut de la Corée. L’analyse laisse entendre que les femmes mariées portent la plus grande part du fardeau qu’impose ce travail, qui est consacré avant tout à la garde d’enfants. M^{me} Peng conclut que la répartition du travail entre les sexes n’a que relativement peu changé de 1999 à 2004 et que, peu importe leur situation professionnelle, les femmes — particulièrement les femmes mariées — ont assumé une part disproportionnée du soin non rémunéré des proches.

Le carré des soins en Corée a toujours été biaisé en faveur de la famille et du marché, les femmes se chargeant d’une forte proportion du soin non rémunéré des proches et le marché assurant une assez bonne sécurité d’emploi aux hommes pour soutenir leur famille. La famille demeure un important lieu d’assistance sociale et de soin des proches, mais l’intervention accrue de l’État et du marché dans le domaine de l’assistance sociale l’a soulagée d’une partie de ses responsabilités à cet égard. Enfin, on s’attend de plus en plus que les organismes non gouvernementaux et bénévoles jouent un rôle toujours plus important en matière de soin des proches et d’assistance sociale. La configuration du carré des soins en Corée, qui accordait une place privilégiée à la famille et au marché, assure maintenant une redistribution plus équilibrée des responsabilités en matière de soin des proches et d’assistance sociale. Les réformes de la politique sociale ont beaucoup contribué à la reconfiguration du carré des soins. Ces réformes sont issues d’une contestation intense de la part de divers acteurs politiques tant à l’intérieur qu’à l’extérieur de l’appareil d’État. L’expansion récente des services sociaux a permis une redistribution plus équilibrée des responsabilités en matière d’assistance sociale et de soin des proches entre l’État, la famille, le marché et la collectivité, mais il reste à savoir si ces changements favoriseront l’égalité entre les sexes en Corée.

22. Peng, Ito (2011). "The Good, the Bad, and the Confusing: The Political Economy of Social Care Expansion in South Korea", *Development and Change*, 42(4): 905-923.

Ce document examine les récentes réformes de la politique de conciliation travail-famille en Corée et indique pourquoi ces réformes peuvent être rentables sur le plan politique sans pourtant être avantageuses pour les femmes. Les récentes réformes de la politique sociale en Corée du Sud témoignent d'un virage progressiste par un État-providence conservateur en vue de moduler le régime familialiste d'assistance sociale du pays, axé sur le soutien de famille, en l'occurrence l'homme. Le gouvernement de la Corée a accru le soutien accordé aux femmes en intervenant davantage dans la prestation, la réglementation et la coordination des services de garde d'enfants et des programmes de soutien en milieu de travail pour les parents qui travaillent. Au même moment, des réformes portant sur la déréglementation du marché du travail ont aussi poussé encore plus les femmes à chercher et à conserver un emploi rémunéré à l'extérieur du foyer. Les objectifs contradictoires entre les politiques sociales et économiques ont donné un mélange de politiques déroutant qui à la fois favorise et entrave l'égalité des sexes.

23. Razavi, Shahra (2007). "The Political and Social Economy of Care in a Development Context; Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options", *Gender and Development Program Paper No.3*, Genève : UNRISD.

Ce document retrace l'évolution des idées dans le domaine du genre et du soin des proches, et analyse certaines des principales voies de réflexion qui ont alimenté ce débat permanent. Le travail de recension des écrits est loin d'être exhaustif et il privilégie aussi l'établissement de rapports entre les analyses sexospécifiques des soins dans les pays en développement et certains des travaux conceptuels et théoriques sur les soins qui, pour la plupart, prennent comme point de départ les économies capitalistes développées.

La première section analyse la contribution de l'économie féministe à la conceptualisation, de même qu'à la mesure et à l'évaluation, de l'économie non rémunérée, y compris ses dimensions qui touchent le soin des proches. Les débats au sein de l'économie féministe sur la façon de conceptualiser les rapports entre la sphère de l'accumulation de capital axée sur le marché (l'économie des produits de base) et celle de la reproduction sociale qui n'est pas axée sur le marché (l'économie du soin des proches non rémunéré) ont fait porter l'attention sur les distinctions entre les divers éléments qui constituent l'économie du soin des proches non rémunéré et ont mis en relief le soin des proches et ses caractéristiques particulières. La dynamique économique des secteurs des soins rémunérés — un élément qui prend de plus en plus de place dans le produit intérieur brut des économies plus développées et qui crée considérablement d'emplois, particulièrement pour les femmes — attire de plus en plus l'attention; on s'intéresse particulièrement à la tendance du marché à opter pour des stratégies faisant appel à une main-d'œuvre peu rémunérée et à fort taux de roulement, qui produit des services de soins de faible qualité. La documentation souligne le besoin urgent d'élaborer une stratégie économique fondée sur une meilleure organisation et des coalitions plus larges entre les prestataires de soins si l'on veut éviter que les normes ainsi que les salaires et les conditions de travail se détériorent par rapport aux autres secteurs.

Il est possible de conceptualiser les institutions engagées dans la prestation de soins de manière stylisée, sous forme de carré des soins comprenant la famille/le ménage, le marché, le secteur public et le secteur à but non lucratif. Les limites du partage des responsabilités se déplacent souvent en réaction aux revendications des réseaux sociaux et des groupes d'intérêts organisés ainsi qu'aux mesures prises par l'État. On constate une énorme diversité dans les politiques adoptées en matière de soins; on peut dire que cette diversité est plus grande que celle qu'on observe dans le cas d'autres situations imprévues comme la maladie ou le chômage, et les implications sur le plan de l'égalité des sexes sont différentes. La dernière section du document traite de l'intérêt renouvelé pour la politique sociale dans la foulée du néolibéralisme exacerbé des années 1980 qui a trouvé sa pleine expression dans « l'État de l'investissement social » prétendument axé sur un bien-être productif et actif et sur des investissements visant à offrir davantage de possibilités aux enfants.

24. Razavi, Shahra (2012). “Rethinking Care in a Development Context: An Introduction”, *Development and Change*, 42(4): 873-903.

De nombreux gouvernements de pays en développement mettent à l'essai de nouvelles façons de répondre aux besoins de soins dans leur société. Toutefois, ces besoins n'ont pas été suffisamment reconnus et analysés — une lacune que le présent recueil de textes cherche à combler. Dans un monde de plus en plus marqué par l'inégalité, où les inégalités entre les sexes recoupent des inégalités de revenus de plus en plus prononcées, et où les personnes défavorisées ont moins de chance d'obtenir des soins de qualité, l'auteur soutient que l'incapacité de socialiser les coûts des soins alimentera et exacerbera les inégalités sociales. Le document montre comment les recherches féministes sur la construction sexospécifique de la prestation des services et des régimes de protection sociale ont produit une analyse rigoureuse et bien fondée des soins, qui confirme la nécessité de repenser les distinctions entre le « public » et le « privé » ainsi que les liens qu'ils entretiennent. Pourtant, cette analyse, qui se fonde sur les contextes postindustriels, n'est pas facile à transposer à d'autres régions du monde. Bon nombre de ses hypothèses fondamentales — au sujet des structures familiales, du marché de l'emploi, des capacités de l'État et des dépenses publiques en matière d'assistance sociale — ne sont plus pertinentes lorsqu'on les applique à un plus vaste éventail de pays. La réflexion sur le soin des proches dans le contexte du développement nous oriente vers des priorités différentes sur le plan des politiques. Il se peut que les politiques explicites en matière de soin des proches soient rudimentaires dans de nombreux pays en développement, mais un plus vaste éventail de politiques et de relations sociales influencent la prestation des services sociaux.

25. Razavi, Shahra et Silke Staab (2012). “Introduction: Care Workers in the Global Economy: Worlds Apart?”, *Global Variations in the Political and Social Economy of Care*, Routledge et UNRISD.

S'inspirant d'une recherche originale sur l'économie du soin des proches dans trois régions en développement (l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine), ce texte introduit une importante lacune empirique tout en facilitant le dialogue d'un côté à l'autre du fossé Nord-Sud. Le soin des proches, tant rémunéré que bénévole, contribue au bien-être, au développement social et à la croissance économique. Mais les coûts des soins sont partagés inégalement entre les sexes et les classes sociales. Les recherches féministes sur la construction sexospécifique de la prestation des services et des régimes de protection sociale ont produit une analyse rigoureuse et bien fondée des soins, qui confirme la nécessité de repenser les distinctions entre le « public » et le « privé » ainsi que les liens qu'ils entretiennent. Pourtant, cette analyse, qui se fonde sur les contextes postindustriels, n'est pas facile à transposer à d'autres régions du monde. Bon nombre de ses hypothèses fondamentales — au sujet des structures familiales, du marché de l'emploi, des capacités de l'État et des dépenses publiques en matière de protection sociale — ne sont plus pertinentes lorsqu'on les applique à un plus vaste éventail de pays.

26. Staab, Silke et Roberto Gerhard (2010). “Childcare Service Expansion in Chile and Mexico: For Women or Children or Both?”, *Gender and Development Program Paper No. 10*, Genève : UNRISD.

Dans ce document, les auteurs se penchent sur de récents efforts visant à élargir les services éducatifs et de garde d'enfants (SEGE) à l'intention des jeunes enfants dans deux pays : le Chili et le Mexique. Bien que des préoccupations relatives à la faible participation des femmes au marché du travail et au bien-être des enfants aient été inscrites dans le programme politique des deux pays, leur façon d'aborder la question de l'élargissement des services diffère considérablement, ce qui indique que malgré une certaine convergence des idées relatives à l'investissement social, leur expression dans des politiques est loin d'être homogène. Les auteurs font appel à une comparaison pour montrer que les différences en matière d'élaboration des politiques ont d'importantes répercussions sur les possibilités que les programmes sont en mesure d'offrir aux femmes et aux enfants de familles à faible revenu et sur les perspectives d'atténuer — ou de creuser — les inégalités existantes entre les sexes et les classes.

La première section du document campe le décor en présentant des données probantes sur la façon dont les transformations démographiques ainsi que les changements dans les structures des ménages et de l'emploi ont modifié les modèles de prestation des soins. La deuxième section présente un aperçu de l'évolution des SEGE dans les deux pays à l'étude. On y traite des points communs et des différences dans la conception des deux programmes, et l'on met en relief certaines des répercussions probables sur l'égalité des sexes, l'égalité d'accès à des soins de qualité et la viabilité des programmes de garde d'enfants. La troisième section propose quelques hypothèses afin d'expliquer pourquoi chacun de ces pays en serait venu à choisir des solutions aussi différentes à des problèmes semblables. Les auteurs estiment que l'héritage institutionnel, conjugué aux cadres de la politique sociale et de la politique générale, a rendu certains modes de prestation des SEGE plus attrayants pour certains gouvernements que pour d'autres.

27. UNRISD (2010). "Why Care Matters for Social Development", Research and Policy Brief 9, Genève : UNRISD.

Cet article traite de la contribution du soin des proches, rémunéré ou non, au bien-être, au développement social et à la croissance économique. Or, les coûts de la prestation des soins ne sont pas répartis équitablement entre les sexes et les classes. La famille, sous toutes ses formes, demeure la principale institution pour répondre aux besoins de soins. Le défi est de forger des politiques susceptibles de l'appuyer en respectant certains principes clés : reconnaître et garantir les droits des aidants naturels et des bénéficiaires; répartir les coûts plus uniformément dans l'ensemble de la société; et appuyer des types de soins professionnels, rémunérés convenablement et empreints de compassion.

28. Urdang, Staphanie (2006). "The Care Economy: Gender and the Silent AIDS Crisis in Southern Africa", *Journal of Southern African Studies*, Volume 32 (1): 165-177.

Cet article porte sur l'impact du sida sur les rôles et les responsabilités des femmes au sein de l'économie du soin des proches. Il souligne que toutes les interventions visant à mettre un terme à l'épidémie doivent tenir compte de la charge de travail excessive que les membres du ménage, habituellement les femmes, doivent assumer pour répondre aux besoins de leurs proches malades. Il faut notamment que les programmes de développement cernent les problèmes qui concernent l'égalité des sexes et l'économie du soin des proches. Il faut aussi mettre en œuvre des politiques axées sur des questions telles que le traitement, la prévention, l'éducation, l'autonomisation économique et la violence faite aux femmes. L'article soutient que si la conception des programmes ne tient pas compte de l'économie du soin des proches et de l'inégalité des relations entre les sexes, les résultats ne seront pas au rendez-vous.

29. Wekwete, Naomi N. (2012). "Gender and Economic Empowerment in Africa: Evidence and Policy Issues", document préparé pour l'AERC Biannual Research Workshop, du 2 au 6 décembre.

Ce document s'intéresse au fait que la majorité des Africaines travaillent dans le secteur non structuré ou sur de petites parcelles de terre et qu'elles agissent comme aidantes naturelles, exécutant un travail invisible et non rémunéré. Certaines des iniquités sont profondément inscrites dans les normes culturelles et les croyances des sociétés. Ce n'est qu'en procédant à une autonomisation économique intensive des femmes qu'on pourra aplanir ces inégalités. Le document présente des données probantes montrant que certains des programmes sont arrivés à assurer l'autonomisation économique des femmes grâce notamment à l'utilisation des téléphones cellulaires pour avoir accès aux marchés, à la volonté politique de légiférer, à une approche axée sur les ménages dans le cadre de laquelle les programmes devraient adopter un modèle ascendant pour modifier les mentalités et les pratiques, et à des prêts destinés exclusivement à des PME détenues et gérées par des femmes. Ce document définit aussi des stratégies essentielles pour accroître l'autonomisation économique des femmes, y compris : un meilleur accès des femmes à des emplois à temps complet, rémunérés et productifs; l'amélioration de l'accès des femmes à l'éducation grâce à la

gratuité de l'enseignement primaire et secondaire; des programmes d'alphabétisation des adultes; une aide aux investissements dans les intrants et l'équipement agricoles réalisés par des femmes; et des investissements dans des technologies et des infrastructures permettant des économies en main-d'œuvre et un accroissement de la productivité pour que les femmes puissent consacrer plus de temps à des activités plus productives.

30. Williams, Anne “Federating HIV/AIDS Home-Based Caregivers in Kenya and Uganda”, 1-26. Document rédigé grâce au soutien de GROOTS Kenya, de l'Uganda Community Based Association for Child Welfare et de GROOTS International.

Ce document étudie la formation et les activités des fédérations d'aidants naturels au Kenya et en Ouganda. La première section porte sur les soins dans le contexte du VIH/sida et décrit le sujet et la méthodologie de la recherche. La section suivante décrit les constatations effectuées dans chaque pays. Suit une discussion sur les réussites et les problèmes en matière d'organisation. Ce document veut présenter une analyse utile d'une démarche relativement peu analysée en matière de soins du VIH/sida afin de réduire le fardeau imposé aux femmes par cette maladie.

31. Williams, Fiona (2010). “Claiming and Framing in the Making of Care Policies: the Recognition and Redistribution of Care”, Gender and Development Program Paper No. 13, Genève : UNRISD.

Ce document cherche à comprendre comment sont élaborées les politiques relatives au soin des proches. Il se penche sur la dynamique entre l'expression des besoins de divers groupes d'intérêts et la façon dont les politiques sont élaborées et mises en œuvre dans divers contextes nationaux, régionaux et historiques. On s'intéresse avant tout aux politiques de garde d'enfants pour les parents qui travaillent en Europe, tout en abordant aussi les politiques relatives aux personnes handicapées et aux aidants non rémunérés. On veut favoriser la compréhension, dans certains contextes particuliers, de la relation entre : la formulation des demandes fondées sur les besoins des personnes qui fournissent et qui reçoivent les services; le cadre politique et la logique des politiques qui président à la satisfaction des besoins; et les incidences de telles politiques sur divers groupes de bénéficiaires et de prestataires de services de garde d'enfants.

La première section porte sur la façon dont les divers acteurs politiques circonscrivent les politiques relatives au soin des proches en Europe. Elle commence par un bref survol des théories et des concepts qui éclairent le document pour ensuite les appliquer à une analyse de l'interprétation des besoins formulés dans les demandes des personnes qui représentent les prestataires et les bénéficiaires. Dans la deuxième partie, l'auteure examine les politiques adoptées dans divers contextes nationaux et se demande quels enjeux inspirent les politiques et ce que cela signifie en ce qui a trait aux incidences sur les inégalités sociales.

En conclusion, le document constate que les politiques relatives au soin des proches en Europe sont marquées par la tension et les contradictions entre les points de vue des personnes qui offrent du soutien et de celles qui en reçoivent. D'une part, d'importants changements sont survenus au cours de la dernière décennie : par exemple, la reconnaissance des possibilités d'emploi des personnes auparavant tenues à l'écart du travail rémunéré telles que les mères et les personnes handicapées; la reconnaissance des capacités des hommes en matière de soin des proches; l'accroissement des responsabilités de l'État en matière de prestation de services sociaux, particulièrement dans le domaine de la garde d'enfants; et la reconnaissance des soignants familiaux. Par contre, ces possibilités ont engendré des contraintes, y compris un sentiment d'obligation, chez les mères et les personnes handicapées, de trouver du travail, souvent dans les secteurs les plus précaires du marché de l'emploi; la marchandisation accrue des services de soin des proches; et le fait que les parents/aidants, les personnes âgées et les personnes handicapées exercent de plus en plus de choix à titre de consommateurs sur le marché du soin des proches plutôt que d'exprimer leur voix à titre de citoyens dans le domaine public du soin des proches.